

expérience si nécessaire à l'âge mûr, et que le temps seul peut donner. J'espère donc que nous ne commettrons pas cette faute, mais que nous nous conformerons à la loi de la nature qui procède par gradations, et que nous traverserons les diverses phases de notre existence politique de manière à ce que nous apprenions à remplir les devoirs de notre position avec confiance en nos propres forces, à profiter des circonstances et à montrer au monde que l'éducation que nous avons reçue, durant la première époque de notre existence, a été propre à faire de nous un peuple vigoureux et prospère. (Écoutez ! écoutez !) Cette façon d'envisager le sujet qui nous occupe en ce moment est très importante, car on a dit que la conclusion logique qui devait s'ensuivre était notre indépendance. Pour ma part, je ne pense qu'il n'y a rien de déloyal, ni d'inconvenant à supposer qu'un jour le territoire de l'Amérique Britannique du Nord sera le siège d'un peuple puissant et indépendant ; je ne désire pas vivre assez vieux pour le voir, mais je suis certain que lorsque ce moment arrivera, l'Angleterre ne mettra aucun obstacle à ce qu'elle sait être la condition inévitable des choses, et que le pays avec lequel nous sommes liés par la politique, l'estime et l'affection, verra sans jalousie la population de notre territoire devenir assez prospère et assez nombreuse pour aspirer à l'indépendance. (Écoutez ! écoutez !) Les circonstances, M. l'ORATEUR, qui ont fait éclore la mesure actuelle, qui réussira j'espère, sont telles que le gouvernement n'a pu ne pas les prendre en considération. J'ai déjà parlé d'une de ces circonstances en disant que nous franchissions en ce moment la période qui nous sépare d'une position plus digne et plus importante ; mais qui peut ignorer que le gouvernement de ce pays est, depuis quelque temps, dans un état de transition, et que c'est là le seul soulagement qu'il peut donner au pays, la seule amélioration qu'il ait à proposer ? Depuis longtemps déjà, et surtout depuis que je prends une part active à la politique, j'ai toujours, dans le cours de mes diverses élections, déclaré que tout en croyant que la représentation d'après le chiffre de la population était un remède à l'inégalité qui régnait entre les deux provinces, il me semblait néanmoins que l'union fédérale de toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord me paraissait être la seule conclusion légitime et convenable à

laquelle on finirait par arriver. C'est pour quoi, en votant la mesure actuelle, je ne ferai donc que mettre en pratique ce que je désire depuis tant d'années et ce que je crois nécessaire au pays. (Écoutez ! écoutez !) Cependant, il y a encore d'autres circonstances qui me disposent favorablement à l'égard du projet actuel du gouvernement. C'est ainsi que la guerre des États-Unis, et pendant un certain temps l'imminence du démembrement de la république voisine, nous firent songer sérieusement à la nécessité de nous unir avec nos voisins des provinces du Golfe. Qu'on veuille bien noter que je ne dis pas que c'est la guerre américaine qui est la cause du projet actuel, pas plus que je ne prétends donner mon opinion sur cette guerre elle-même : je crois que tous nous la regrettons, et que nous nous réjouissons de la voir se terminer et de voir de nouveau les bienfaits de la paix visiter notre continent. Je fais des vœux pour que nos relations commerciales avec les États-Unis se continuent, qu'elles ne soient entravées par rien, et que, le système des passeports étant aboli, nous voyions encore nos rapports avec eux se rétablir dans les mêmes conditions d'amitié et de bonne entente que ci-devant. (Écoutez ! écoutez !) La menace de l'abrogation du traité de réciprocité n'entre pas pour peu dans le fort courant d'opinion qui s'est déclaré en faveur du projet de confédération, car on espère par cette union ouvrir à nos produits un nouveau marché qui échappera à toutes les vicissitudes et les interruptions qui caractérisent le commerce avec l'étranger. Notre gouvernement embrassera un grand territoire au sein duquel le commerce procurera des avantages à tous. Je ferai maintenant observer le désir qu'ont exprimé les principaux chefs du gouvernement et de l'opposition dans toutes les provinces de resserrer les liens qui déjà unissent celles-ci, comme une autre raison pour nous de prendre de suite les moyens de mettre cette union à exécution. N'est-il pas, en effet, bien remarquable de voir que les hommes publics les plus capables, les plus sages, les plus expérimentés, les plus doués de patriotisme dans toutes les provinces,—des hommes que l'intégrité et les capacités avaient porté aux plus hautes fonctions dans lesquelles les avaient maintenus pendant longtemps leur sagesse et les qualités de leur administration,—n'est-il pas étonnant, dis je, que tous ces hommes soient tombés d'accord sur un projet comme celui-ci sans qu'une seule voix discordante